

FONTAINE : LA VIDÉOSURVEILLANCE NE PASSERA PAS

Dans le dernier numéro de son journal, la municipalité fontainoise a annoncé son intention d'installer des caméras de vidéosurveillance dans les rues. Alors que Fontaine était encore relativement épargnée par la frénésie de flicage des populations, elle rejoindrait les rangs des villes qui ont déjà cédé à la panique sécuritaire. Pourquoi ? Pourquoi la dernière commune vivable et populaire de l'agglomération devrait-elle se jeter dans la gueule du loup. Pourquoi des élus qui ont plusieurs fois manifesté leur opposition à la vidéosurveillance ont-ils changé d'avis. Et pourquoi les habitants ne comptent plus lorsqu'il s'agit de poser des caméras ?

Des habitant.es de Fontaine, de Grenoble et de la Cuvette, organisé.es au sein du collectif Stop Caméras, mènent campagne depuis un an contre les installations, pour le démontage des caméras et de la propagande sécuritaire qui les entourent. En Janvier 2010, des dômes 360° étaient installées dans les rues de Grenoble : ni les habitants, ni même les élus au conseil municipal n'étaient au courant. Pendant que Mr Destot prétendait sans gène que les caméras n'existaient pas, son adjoint expliquait que les installations étaient liées à la voirie, ou que ce n'étaient que des «expérimentations». Un an plus tard, les budgets ont été rallongés (ils dépassent le million d'euro par an), ils prévoient des caméras partout, et parlent de relier le réseau à la police nationale. À Fontaine, le prix annoncé est déjà de 200 000 €, et il augmentera si les installations ont lieu. Et comme à Grenoble, le maire choisira-t-il de faire passer discrètement la vidéosurveillance sur des budgets d'équipement ?

Il ne s'agit pas d'«expérimentation», ni de «vidéo-protection» ! Il s'agit d'une politique sécuritaire, clairement annoncée par le gouvernement, et mise en place par le biais des préfets : tripler le nombre de caméras en France. Il ne s'agit pas de répondre à un besoin : la surveillance des populations est un moyen totalitaire pour un projet totalitaire. Il s'agit de jouer sur la peur, car la présence d'une caméra ne sécurise pas, elle envoie un message : circulez, vous êtes en danger. Et il s'agit d'offrir un cadeau aux industriels des nouvelles technologies de surveillance, qui font fortune avec l'argent alloué aux machines de flicage. En clair : les caméras vont à l'encontre des intérêts de la population.

Comment les préfectures réussissent-elles à imposer ces mesures aux communes ? Après un an de discussions et d'échanges d'information avec les habitant.es de l'agglo, on nous rapporte que c'est un véritable chantage dont il s'agirait. Chantage à retirer la police nationale, et à couper les subventions de l'État aux communes qui ne se plieraient pas au diktat. La question est : qu'est-ce qui doit primer, les intérêts des politiques qui font carrière sur l'«insécurité», et ceux des fabricants de flics électroniques, où ceux des habitant.es ?

Les caméras, avec leur cortège sécuritaire, ne règlent pas les problèmes des populations, elles en rajoutent, elles nous opposent, elles stérilisent l'espace public, elles fabriquent une ville invivable. Refusons-les. Et occupons la rue, cultivons nos liens et enrichissons la vie sociale.

Prochaine date : à la suite du rassemblement, nous vous invitons à rencontrer le collectif StopCaméras, et à débattre de la vidéosurveillance le :

MER 13 AVRIL 2011, À LA MJC N. MANDELA À PARTIR DE 18H.